

Jean-Pierre CORBEIL, professeur associé au département de sociologie, université LAVAL*

À son arrivée à Djerba en Tunisie pour participer au 18^e Sommet de la Francophonie, le premier ministre [François LEGAULT](#) a affirmé qu'il souhaitait remettre les pendules à l'heure au sujet de ses politiques pour la protection du français au Québec et faire comprendre au premier ministre Justin TRUDEAU qu'ils devront travailler ensemble notamment parce « qu'à 48 % de francophones sur l'île de Montréal, la situation est inquiétante ».

Une fois de plus, François LEGAULT aura raté une occasion de reconnaître que la francophonie québécoise présente des contours multiples et diversifiés qui ne se réduisent pas qu'à la seule langue parlée le plus souvent à la maison. Au-delà de la nécessité indéniable de promouvoir, de valoriser et de protéger le français comme langue publique commune au Québec, il devient de plus en plus évident que l'incapacité du gouvernement à prendre en compte les dynamiques linguistiques montréalaises dans toute leur complexité et leurs déclinaisons ne fait qu'alimenter une rhétorique d'exclusion qui n'apporte rien de prometteur au débat public.

On considérera ainsi comme non pertinent le fait qu'en 2021, 84 % de la population dans l'île de Montréal pouvait soutenir une conversation en français (90 % dans la région métropolitaine de Montréal). On balaiera du revers de la main le fait que, outre ces 48 % (956 000 personnes) ne parlant que le français le plus souvent à la maison, on en dénombrait 16,7 % de plus (331 500) qui y parlaient le français à égalité ou régulièrement comme langue secondaire.

Le recul soutenu de la part relative de la population ne parlant que le français le plus souvent à la maison dans l'île de Montréal semble assez inéluctable et sera difficile à freiner.

Cela s'explique en partie par le fait que la vaste majorité de cette population a le français comme langue maternelle (près de 90 % en 2021), que l'immigration y est la principale source de croissance de la population, que sept immigrants permanents sur dix au Québec ont une langue maternelle tierce et que 55 % d'entre eux parlent leur langue maternelle le plus souvent à la maison.

S'agissant de ces immigrants, notons que parmi les quelque 442 000 personnes de langue maternelle tierce dans l'île de Montréal en 2021, moins de 10 % ne parlaient que le français à la maison (40 000). Mais si l'on tient compte également des personnes plurilingues qui y parlaient régulièrement le français à égalité avec une autre langue ou de façon secondaire (156 000), cette proportion se situe à près de 45 %.

UN PROCESSUS QUI PREND DU TEMPS

Adopter le français comme principale langue d'usage à la maison est un processus qui prend du temps – parfois plus d'une génération – et l'on ne peut que rester perplexe devant certaines des solutions, parfois simplistes ou sans impact important, que d'aucuns proposent pour renverser à court ou moyen terme la tendance au recul de la part relative de la population ne parlant que le français à la maison dans l'île de Montréal.

De plus, en mettant autant l'accent sur le rôle de l'immigration dans le recul du français à la maison, on tend à sous-estimer l'influence de la migration infrarégionale sur les dynamiques linguistiques dans l'île et dans la grande région de Montréal.

Par exemple, entre 2016 et 2021, 73 825 Québécois de langue maternelle française de plus avaient quitté la RMR de Montréal vers le reste du Québec que de personnes venues s'y établir à partir d'une autre région du Québec. En comparaison, les soldes migratoires négatifs des populations de langue maternelle anglaise et tierce sont de - 4800 et - 3245, respectivement.

Ultimement, face à un discours gouvernemental qui semble se préoccuper principalement de la présence du français comme principale langue d'usage à la maison, alors même que la politique linguistique du Québec s'efforce de faire du français la langue publique commune, il faut revenir à une approche intégrationniste et citoyenne qui reconnaît la complexité de la montréalité en devenir.

Pour assurer la pérennité de la francophonie montréalaise et québécoise, il faut accroître considérablement les ressources et les mesures (efficaces et souples) pour franciser les immigrants qui ne connaissent pas le français, promouvoir et valoriser l'usage du français par tous, y compris les Montréalais dont le français est la langue première. Surtout, il nous faut recentrer notre réflexion sur ce que signifie être francophone au Québec et reconnaître qu'il revient à chaque individu de définir sa relation à la langue française et de se l'approprier à sa façon. Le fait d'ignorer la réalité du plurilinguisme à la maison et dans l'espace public nous empêche de prendre la pleine mesure de la présence et de l'usage du français.

Finalement, un dialogue d'ouverture et des partenariats s'imposent avec la communauté d'expression anglaise afin d'amener l'ensemble des Québécois à épouser et défendre le fait français comme marqueur collectif de la culture québécoise, tout en reconnaissant l'incontournable vitalité de l'anglais.

* L'auteur est membre du comité scientifique de l'Observatoire de la langue française (Organisation internationale de la Francophonie)